

04 déc 2009 -17:29

Afghanistan

Le Conseil des ministres a approuvé ce jour, sur proposition du Premier ministre, un ensemble cohérent de décisions relatives à la contribution de notre pays dans le cadre des efforts que déploie la communauté internationale en Afghanistan.

Le Conseil des ministres a approuvé ce jour, sur proposition du Premier ministre, un ensemble cohérent de décisions relatives à la contribution de notre pays dans le cadre des efforts que déploie la communauté internationale en Afghanistan.

La Belgique a toujours visé une cohésion entre efforts civils et militaires en vue d'une approche intégrée des défis qui se posent dans le pays : la reconstruction, la sécurité, l'endiguement de la culture de l'opium et du trafic de stupéfiants, la promotion sociale, la lutte contre la corruption, la promotion des droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme international. Ceci cadre parfaitement avec la stratégie Afghanistan-Pakistan exposée par le Président américain Obama dans un discours récent.

La Belgique confirme aujourd'hui le déploiement d'une deuxième OMLT (Operational Mentoring and Liaison Team) à Kunduz, là où nos troupes fournissent déjà un appui à la PRT allemande (Provincial Reconstruction Team). Ceci vient s'ajouter à la poursuite des efforts militaires actuels, lesquels feront l'objet d'une évaluation dans le courant de l'année 2010 notamment en vue de prendre, dans les délais et de manière éclairée, des décisions quant à la durée de cet engagement. Après le déploiement de cette deuxième OMLT, la présence militaire belge en Afghanistan s'élèvera à 600 unités.

Notre pays mettra également à disposition deux ou trois agents de police ainsi qu'un magistrat dans le cadre de la mission Eupol. L'objectif de cette mission est, d'une part, de contribuer à un service de police civil efficace et, d'autre part, de poursuivre l'élaboration d'un véritable système juridique afghan indépendant.

Un représentant spécial Afghanistan-Pakistan sera désigné au sein du SPF Affaires étrangères. La représentation de notre pays sera ainsi assurée dans le cadre de la concertation stratégique menée au sein du groupe informel international dirigé par Richard Holbrooke.

Le gouvernement belge réitère sa disposition à contribuer, via la coopération au développement, à la reconstruction et au développement de la société et de l'économie afghanes. Il entend dès lors aussi affecter les moyens nécessaires. Cependant, cela ne se fera pas en l'absence de garanties préalables du futur gouvernement afghan en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption. Le Président Hamid Karzai s'est déjà explicitement prononcé en ce sens à l'occasion de sa prestation de serment.